

Paris, le 16 mars 2026

Objet : Évolution de la prévoyance des enseignants de l'enseignement privé

Chères enseignantes, chers enseignants,

Depuis 2005, les enseignants de l'enseignement privé bénéficient d'un dispositif de prévoyance spécifique. La bascule sous statut d'agent public par la loi Censi de 2005, faisait porter le risque d'une perte de cet avantage que les employeurs privés octroient depuis longtemps à leurs agents, tandis que l'Etat n'en offrait aucune.

Depuis 2005, de manière unique en droit français, les Ogec financent cette prévoyance par l'argent des familles à hauteur d'1,2 milliards d'€ en lieu et place de l'Etat pour la prévoyance des enseignants. Ce dispositif est géré paritairement par les organisations syndicales et le Collège employeur, en l'absence d'autre instance représentative pour les enseignants.

En 2025, pour 2026, l'État a décidé de mettre en place une offre de mutuelle et de prévoyance complète à destination de ses agents publics.

Pour les enseignants, elle est facultative. Dans ce nouveau cadre juridique, le dispositif historique de l'enseignement privé deviendra caduc au 31 décembre 2026.

La prévoyance de l'Etat semblant proposer des garanties moindres que l'actuel système, l'Enseignement catholique a souhaité conserver la possibilité d'une offre surcomplémentaire à concurrence des garanties actuelles.

Des discussions sont engagées avec l'État et la commission EPNL pour en assurer la faisabilité technique et juridique.

À ce stade, malgré les avancées des échanges, il n'est pas encore possible d'affirmer avec certitude qu'une offre alternative pourra être mise en œuvre sur les plans juridique et technique.

Dans ce contexte, les enseignants sont appelés à se prononcer sur l'offre facultative proposée par l'État. Il est donc important que chacun puisse comprendre simplement les deux situations possibles.

Les deux choix possibles aujourd'hui :

<u>CHOIX 1</u> ADHÉRER À L'OFFRE DE L'ÉTAT	<u>CHOIX 2</u> ATTENDRE UNE ÉVENTUELLE OFFRE ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE
<ul style="list-style-type: none">• Adhésion immédiate• Aucune carence• Aucun questionnaire médical <p>Vous êtes couvert dès votre adhésion.</p>	<p>Deux situations possibles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Une nouvelle offre est validée : vous pourrez y adhérer au 31 décembre 2026.• Aucune offre n'est juridiquement possible : vous pourrez alors rejoindre l'offre de l'État, sous réserve d'une carence et d'un examen médical.

Il appartient à chacun de se positionner individuellement, au regard de sa situation personnelle, en pleine connaissance de ces éléments.

Les organisations professionnelles du Collège Employeur (SNCEEL, Synadic, Synadec, Unetp, Fnogec), demeurent pleinement mobilisées pour préserver le niveau de protection sociale des enseignants et continueront à vous tenir informés de l'évolution des discussions.

Nous vous prions de croire, chères enseignantes, chers enseignants, à l'expression de notre considération la plus sincère.

Pierre-Vincent Guéret
Président

